

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.517
13 juillet 1989

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT DIX-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 13 juillet 1989, à 10 heures

Président : M. Luvsandorjiin Bayart (Mongolie)

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 517ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui son examen du point 3 de son ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire. Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la République démocratique allemande, du Nigéria, de l'Iraq et de la Finlande. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Dietze.

M. DIETZE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Nous venons d'entrer dans le deuxième tiers de la seconde partie de la session de la Conférence. Il nous reste quatre semaines de travaux et le temps presse pour arriver à des résultats tangibles dans la négociation de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

A la suite de la Conférence de Paris, nous avons pris ensemble un nouveau départ. Dans la Déclaration finale de Paris, tous les Etats se sont prononcés en faveur de la conclusion d'une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques ainsi que sur leur destruction. Tous ont soutenu que cette interdiction devait être universelle, générale et d'application effectivement vérifiable. Tous ont préconisé l'achèvement dans les délais les plus rapprochés, des négociations sur la convention. Tel est selon nous, sur le fond, le contenu des accords conclus à Paris, accords dont le fil directeur est à notre avis qu'on ne peut faire une chose sans faire l'autre.

Les faits survenus dans un passé récent ne montrent-ils pas manifestement qu'on ne peut exclure à l'avenir l'emploi d'armes chimiques interdites en vertu du Protocole de Genève que si ces armes sont complètement interdites, le plus rapidement possible, à l'échelle universelle ?

Arrêter la fabrication des armes chimiques, avancer la date où commencera leur destruction, en empêcher la prolifération - voilà à coup sûr des mesures significatives pour amener une interdiction globale. Mais les mesures prises contre la prolifération des armes chimiques ne perdent-elles pas quelque chose de leur impact positif si on les dépouille de leur caractère provisoire ? N'est-il pas urgent de mener à bien l'élaboration du système de vérification sans permettre que la négociation subisse de nouveaux retards ? S'il en allait autrement, on pourrait selon nous se trouver dans une situation où l'existence d'armes chimiques toujours plus perfectionnées entre un nombre toujours plus grand de mains rendrait extrêmement compliqué, voire impossible, tout système efficace de vérification de leur interdiction.

Le système de vérification du respect de la future convention sur l'interdiction des armes chimiques joue un rôle clé dans la négociation en cours. Qu'on me permette donc de faire quelques observations sur la question. L'article VI du projet de convention et ses annexes contiennent déjà un système solide de dispositions en vue d'une vérification efficace de la non-fabrication d'armes chimiques. Ce système, le Groupe de travail 4 est en train de le compléter. Les dernières touches sont mises au régime concernant le tableau [1]. On est en train de modifier et d'arrêter les listes de produits chimiques.

(M. Dietze, République démocratique allemande)

Pour ce qui est de la vérification du respect de l'interdiction de fabriquer des armes chimiques en dehors du cadre mis en place par l'article VI, elle devrait, pensons-nous, être assurée en premier lieu au moyen d'inspections par mise en demeure. Toutefois, on ne s'est pas encore mis d'accord sur une disposition à cet effet. Les idées de base exposées dans le "document Ekéus" (CD/881, p. 149 et 150) n'ont fait l'objet d'aucun développement depuis 1987.

Il serait donc logique maintenant de chercher à s'entendre en principe sur l'inspection par mise en demeure et d'incorporer à l'article IX du projet de convention les dispositions pertinentes. Tous les efforts entrepris à cet effet par le Président du Comité des armes chimiques, l'Ambassadeur Morel, méritent un appui sans réserve.

Il est en fait grand temps, selon nous, de révéler les diverses positions, notamment sur les questions suivantes : le droit de demander une inspection sur place n'importe quand et n'importe où; le caractère obligatoire, sans droit de refus, de telles inspections; les procédures à appliquer au cas où il ne serait pas possible d'arriver à un accord sur des arrangements de substitution à un accès intégral et complet; la marche à suivre après la présentation du rapport d'inspection.

En agissant dans ce sens, on pourrait surmonter les divergences d'opinion qui se sont manifestées à ce propos et élaborer un texte, arrêté d'un commun accord, pour la seconde partie de l'article IX.

La question de savoir s'il faut élaborer des clauses supplémentaires en matière de vérification pour compléter le dispositif établi par l'article VI et les moyens prévus pour l'inspection par mise en demeure a fait l'objet d'un débat qui n'a pas abouti à des résultats concluants. Si, de l'avis général, il semble nécessaire de compléter le système de vérification, nous nous associerons à l'effort de trouver une solution efficace que tous puissent accepter. D'après ce que nous croyons comprendre, ces mesures supplémentaires doivent correspondre à des besoins de vérification bien définis et ne pas entraîner un surcroît de dépenses disproportionné à leur effet. Cette remarque est dictée par le souci d'éviter l'élaboration de mesures supplémentaires sous la forme d'un mécanisme coûteux et détaillé qui serait analogue à celui que prévoient les articles IV, V et VI. Sur la base des dispositions énoncées à l'article VI, il suffirait de délimiter le cadre général de ces mesures supplémentaires. Il incomberait aux organes de la future organisation de rendre les procédures aussi efficaces que possible en mettant à profit les enseignements tirés de l'application de la Convention.

Il conviendrait de préciser quelles sont les mesures supplémentaires à retenir - inspections de routine, ou inspections déclenchées par des Etats membres. Deux approches possibles ont été esquissées dans le document de travail de la République fédérale d'Allemagne publié sous la cote CD/869 et dans le document de travail du Royaume-Uni (CD/909).

Au stade actuel de la négociation, le débat devrait être axé selon nous sur des problèmes pratiques. A ce propos, nous pensons qu'il faudrait envisager la possibilité de concentrer des mesures de vérification de routine supplémentaires - par exemple au moyen de contrôles ad hoc - sur un nombre relativement peu élevé d'installations qui, en raison de leurs paramètres

(M. Dietze, République démocratique allemande)

techniques, présentent des risques touchant la convention. Les ressources financières dont disposerait la future organisation pourraient être utilement mises à profit pour l'inspection d'installations particulièrement névralgiques. Le choix de ces installations serait laissé, à notre point de vue, au soin du Secrétariat technique de l'Organisation.

Il serait utile de disposer d'un mécanisme de sélection objectif. L'application de méthodes de pointe, couramment utilisées dans l'industrie chimique, telles que le recours à des banques de synthèse informatisées et à des programmes de triage, pourrait constituer un bon moyen d'identifier les installations qui présentent de sérieuses possibilités d'utilisation abusive pour la fabrication d'armes chimiques. On couvrirait de la sorte un important secteur où peuvent se produire des violations de la convention, notamment les installations chimiques fabriquant des produits organophosphorés.

Il est d'autres installations que ne permettrait pas d'atteindre cette approche et qui pourtant pourraient être détournées de leur fonction pour fabriquer certains agents chimiques. En l'occurrence, la vérification fondée sur des méthodes de sélection objectives ne serait pas un moyen de dissuasion adéquat. Il est légitime, selon nous, de se demander s'il y aurait moyen de lutter contre des violations possibles de la convention dans de telles installations en faisant appel aux procédures de l'inspection par mise en demeure. Mais, s'il est besoin de dispositions supplémentaires en matière de vérification, ces dispositions devraient, à notre sens, se démarquer du dispositif de l'inspection par mise en demeure. On pourrait prévoir une procédure de vérification dont l'Organisation aurait la responsabilité mais qui serait engagée par un Etat Membre.

Il découle de tout ce qui précède que la mise au point du système de vérification sera une tâche permanente dans le cadre du processus d'application de la convention. Le système actuel de vérification, avec ses dispositions qui englobent la communication et le contrôle des données, l'inspection de routine sur place et l'inspection par mise en demeure, constitue une base solide à cette fin. Il doit être souple et il faut pouvoir l'étendre. Les dispositions relatives aux organes de la future organisation doivent permettre d'assurer que la viabilité du système soit garantie sur une base institutionnelle.

Telles sont les observations que nous avons à faire à propos du règlement de questions essentielles qui restent en suspens dans la négociation sur une convention interdisant les armes chimiques. Ces observations, nous les avons faites dans la conviction que, pour peu que toutes les parties le veuillent, il nous sera possible, avant la fin de la session de nous entendre sur ces questions essentielles et sur d'autres. La direction énergique, créatrice et méthodique qu'impriment à la négociation le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Morel, et ses collaborateurs nous est à cet égard une source d'encouragement.

Si nous nous employons énergiquement, mais avec souplesse, à surmonter les divergences qui demeurent et si nous faisons preuve de la détermination voulue, nous parviendrons à incorporer dans le texte évolutif le résultat des négociations; la seconde partie de la session débouchera alors sur du positif.

(M. Dietze, République démocratique allemande)

Il reste assurément beaucoup à faire pour régler les questions à propos desquelles il se profile actuellement des résultats prometteurs. Nous devrions porter nos efforts sur ces questions pendant la période d'intersession, s'il en est ainsi convenu.

Dans cette perspective, notre délégation jouera un rôle actif, fidèle à la teneur de la récente déclaration des Etats parties au Traité de Varsovie.

M. AZIKIWE (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Ma délégation est heureuse de se joindre à ceux qui vous ont déjà félicité, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juillet. Votre riche expérience et vos talents de diplomate aideront sans aucun doute la conférence à progresser dans ses travaux. Quant à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Alfonso Garcia Robles, il mérite notre gratitude pour avoir dirigé avec succès nos débats durant le mois de juin. Je voudrais également saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue au distingué représentant de l'Union soviétique, M. Batsanov.

Avant d'aborder quelques-unes des questions spécifiquement inscrites à l'ordre du jour, je voudrais parler brièvement de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Ma délégation se préoccupe de plus en plus de la lenteur des négociations au sein des divers comités spéciaux. Il est regrettable que la Conférence n'ait pu enregistrer de progrès tangibles sur aucun des trois premiers points de l'ordre du jour consacrés au désarmement nucléaire. Cette inaction n'est pourtant pas due au manque de textes ou de propositions. Elle ne provient pas non plus de l'absence d'un vif sentiment d'inquiétude et d'urgence à l'égard de la course aux armements, qui est source de dépenses et de gaspillage. Le monde ne peut toutefois pas rester suspendu à une conférence du désarmement passive - bien que cette passivité relative n'explique pas à elle seule la stagnation actuelle.

Le transfert croissant de responsabilité, d'intérêt et d'attention au profit d'autres instances où se déroulent des négociations plus crédibles sur le désarmement ne cesse de priver la Conférence de la volonté politique si nécessaire qui constitue la base de nos travaux. Certes, il n'est peut-être pas réaliste d'escompter que chaque effort dans le domaine du désarmement et des armes nucléaires et classiques dépende de la volonté de la conférence. Ce serait exagérer le rôle et l'importance de celle-ci. Malgré tout, son action ou son inaction exerce des effets sensibles sur sa crédibilité, qui aboutissent à éparpiller sérieusement les responsabilités en matière de négociation.

Ma délégation estime qu'il se pose là un problème très réel. En tant que seule instance mondiale de négociation sur le désarmement, la Conférence doit proclamer et défendre son importance en étant consciente de ses responsabilités et de ses obligations. Elle doit mettre de l'ordre dans ses affaires en étant réceptive aux aspirations de l'humanité. Elle ne doit pas créer l'impression que les gouvernements qui y sont représentés nourrissent pour elle un sentiment d'attachement moins fort que pour les autres instances. En bref, la Conférence du désarmement doit adopter, à l'égard du programme de travail qu'elle a approuvé pour 1989, une méthode de travail plus réaliste, plus souple et plus fructueuse.

(M. Azikiwe, Nigéria)

La conjoncture mondiale actuelle doit être considérée, dans l'optique des négociations sur le désarmement, non pas comme un frein mais bien plutôt comme un catalyseur. Le vœux ardent de la communauté internationale de voir disparaître le risque de guerre nucléaire devrait amener la Conférence à reconnaître la nécessité pour tous les Etats dotés d'armes nucléaires de mettre d'urgence un terme aux essais de ces armes. Toutes les délégations doivent aborder de manière plus constructive les deux questions essentielles et prioritaires dont est saisie la Conférence, à savoir l'interdiction des essais nucléaires ainsi que la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Le relief donné à ces questions dans notre ordre du jour souligne leur importance, non seulement en raison des résolutions que leur consacre l'Assemblée générale des Nations Unies, mais aussi en réponse directe aux préoccupations légitimes de la communauté internationale devant l'ampleur croissante de la course aux armements. Nous ne pouvons nier l'importance et l'urgence de ces questions, ainsi que la nécessité d'engager des négociations de fond au niveau multilatéral, comme il est indiqué dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Malgré les inquiétudes de la communauté internationale face au caractère irrationnel du perfectionnement continu des armes nucléaires, la course aux armements ne s'en poursuit pas moins de plus belle. Certes, en signant le Traité FNI, l'Union soviétique comme les Etats-Unis ont montré qu'ils jugeaient avantageux de rechercher la sécurité par le désarmement et la coopération. Le Traité FNI constitue à n'en pas douter un jalon dans les efforts déployés sur le plan international en faveur du désarmement. Il ne représente toutefois qu'un pas sur le très long chemin qu'il reste à parcourir pour édifier une paix juste et durable dans le monde.

Certains facteurs essentiels ont déjà été acceptés par tous comme une condition préalable à des négociations efficaces en vue d'un désarmement nucléaire. Parmi eux figurent la sécurité non diminuée de tous les Etats à un niveau d'armements progressivement plus bas, la prise en compte du niveau quantitatif et qualitatif relatif des arsenaux existants des Etats dotés d'armes nucléaires, une vérification adéquate dans le cadre de chaque accord, et la responsabilité particulière incombant aux deux Etats dotés d'armes nucléaires qui possèdent les arsenaux les plus importants. Nous devrions cependant garder à l'esprit que l'objectif final des négociations est l'élimination complète et générale des armes nucléaires de façon que la sécurité non diminuée de tous les pays, dotés ou non d'armes nucléaires, soit dissociée de ces armes. A cet égard, ma délégation estime que la question d'une interdiction complète des essais est davantage du ressort de la Conférence du désarmement. Nous pensons que le moment est venu d'établir un comité spécial sur ce thème, dûment habilité à entamer un travail concret. Un traité d'interdiction complète des essais devrait être reconnu comme une étape indispensable vers un authentique désarmement nucléaire.

Il faut rappeler qu'en l'absence de mandat, six membres de la Conférence du désarmement ont lancé en août dernier une initiative visant à convoquer une conférence d'amendement du Traité sur l'interdiction partielle des essais afin de réactualiser à l'échelle internationale la question d'un traité d'interdiction complète. Ma délégation a toujours estimé que cet instrument

(M. Azikiwe, Nigéria)

est absolument essentiel pour préserver le régime de non-prolifération prévu par le TNP. Un traité d'interdiction complète des essais est virtuellement moins restrictif et pourrait permettre aux Etats non signataires du TNP d'y adhérer. Nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle une initiative aussi courageuse pourrait être perçue comme irréfléchie.

Le Nigéria a été l'un des premiers Etats à signer et à ratifier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dans la conviction que ces armes sont davantage que des armes de guerre et trop meurtrières pour être utilisées dans le jeu des politiques de force. Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration de février dernier, le TNP a été conçu comme un instrument important qui devrait être complété par d'autres mesures collatérales pour un régime efficace de non-prolifération. Nous savions qu'il n'était pas parfait et que, dans une certaine mesure, il établissait une discrimination et s'accompagnait d'inégalités en matière de droits et d'obligations. Mais nous avions espéré, peut-être dans une trop grande innocence, qu'il mettrait fin au perfectionnement et à l'accroissement des arsenaux nucléaires existants. L'espoir que nous avons mis dans le Traité était-il mal fondé ? Et, bien que nous ayons été frustrés des avantages économiques et scientifiques que confèrent les articles IV et V du Traité, où l'absence de progrès et l'inaction des puissances nucléaires à l'égard des paragraphes 11 et 12 du préambule et de l'article VI nous ont-elles conduits ? Etait-ce trop attendre des puissances nucléaires que d'espérer les voir partager avec nous la crainte d'une apocalypse nucléaire ? Ne doivent-elles pas s'acquitter, elles aussi, de certaines obligations au titre du Traité ? Malgré cela, permettez-moi de souligner que le Nigéria croit au Traité tout comme nous croyons encore que l'acquisition d'armes nucléaires par un petit nombre d'Etats augmente l'insécurité des autres.

Aucun Etat n'a le droit de s'ériger en moraliste dans une courses aux armements, ni de limiter le nombre des Etats dotés d'armes nucléaires aussi longtemps qu'il ne peut pas prouver qu'il remplit ses obligations envers l'humanité. Une triste ironie veut que pour devenir une grande puissance aujourd'hui, il faille posséder des armes nucléaires.

L'année 1990, qui est celle de la troisième Conférence d'examen du TNP, confère une responsabilité supplémentaire à la Conférence du désarmement. Ma délégation estime que le TNP est un élément capital du régime de non-prolifération. Cependant, si l'on veut élaborer un accord général plus vaste, il sera essentiel de préserver les progrès réalisés en vue d'atteindre l'objectif du TNP et d'assurer de nouvelles avancées grâce à d'autres instruments. Dans les années 90, une non-prolifération fondée exclusivement sur le TNP pourrait enregistrer un sérieux recul étant donné les critiques des Etats parties au Traité et de ceux qui ne le sont pas. Si l'on ne veut pas que la Conférence du désarmement contribue à ce recul, il faut veiller à n'entraver d'aucune façon le processus de négociation d'un instrument d'une importance aussi capitale pour la prolifération horizontale et verticale des armes nucléaires.

(M. Azikiwe, Nigéria)

Comme l'a fait justement observer le chef de la délégations suédoise, Mme Theorin, dans sa déclaration de juin dernier, pour que le régime du TNP inspire confiance et pour le renforcer, il faut absolument que les Etats dotés d'armes nucléaires s'acquittent, eux aussi, dès maintenant de toutes leurs obligations et qu'ils s'entendent sans tarder pour aborder la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous partageons pleinement cette préoccupation.

Le Nigéria continue d'accorder beaucoup d'intérêt à la question des garanties négatives de sécurité en attendant l'élimination des armes nucléaires. Il faut se féliciter du rétablissement du Comité spécial qui est pleinement habilité à négocier sur cette question. Tout indique que le temps a obscurci notre vision des choses au point que ce qui était au début - il y a 20 ans - une préoccupation légitime vis-à-vis de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires est maintenant davantage associé à la sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires, et il n'est pratiquement plus question de la sécurité des premiers. Si nous regardons en arrière, la question des garanties négatives de sécurité a été soulevée pour la première fois il y a 24 ans, au cours de la négociation du TNP, quand les pays non alignés membres du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement recherchaient expressément l'assurance que le fait de renoncer aux armes nucléaires ne les désavantagerait pas de façon permanente sur le plan militaire et ne les rendrait pas vulnérables à une menace d'emploi des armes nucléaires.

Le Nigéria a formulé à maintes reprises des commentaires sur les déclarations unilatérales et a indiqué que celles-ci n'avaient pour seul intérêt que de traduire la préoccupation des Etats dotés d'armes nucléaires qui auraient dû participer aux négociations. Les déclarations en tant que telles ne constituent pas - et ne peuvent constituer - un accord solide, crédible et contraignant étant donné qu'elles n'ont pas été l'objet de négociations, ne sont pas vérifiables, sont de nature antagoniste et sujettes à des interprétations divergentes. Les déclarations cherchaient avant tout à garantir la sécurité des seuls Etats dotés d'armes nucléaires.

Nous restons convaincus qu'un désarmement nucléaire constitue la mesure la plus efficace pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace des armes nucléaires. Entre-temps, il est impératif que la communauté internationale mette au point des mesures efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours à ce type d'armes. Ma délégation estime que tous les Etats dotés d'armes nucléaires devraient faire preuve à cet égard d'une compréhension et d'un engagement plus importants. Dans le cas contraire, les Etats dotés d'armes nucléaires pourraient donner l'impression qu'ils ne cherchent qu'à perpétuer leur supériorité militaire actuelle et refusent aux autres le droit à une sécurité non diminuée.

Ma délégation pense qu'il incombe aux Etats dotés d'armes nucléaires d'assurer de leur engagement les Etats non dotés d'armes nucléaires en prenant en considération ces préoccupations légitimes. Si cela n'est pas clairement démontré, ceux qui ont adhéré au Traité de 1968 sur la non-prolifération ne se sentiront sûrement pas soutenus, et ceux qui n'y ont pas adhéré pourraient

(M. Azikiwe, Nigéria)

même être fondés à s'écarter davantage de ses objectifs. Il convient de ne pas encourager l'idée qu'il y a deux catégories d'Etats, les uns étant aptes à assumer la responsabilité des armes nucléaires et les autres n'étant pas dignes de confiance et devant être empêchés d'acquérir de telles armes.

Permettez-moi de souligner que la conclusion d'un accord sur des garanties négatives de sécurité ne devrait pas dépendre de la mise en oeuvre d'autres mesures collatérales. Toutes les autres mesures devraient être étudiées séparément, en fonction de leurs qualités propres. Le Nigéria estime que les Etats qui n'ont pas renoncé à l'option nucléaire en adhérant à un instrument international juridiquement contraignant devraient pouvoir également prétendre à disposer de garanties négatives de sécurité, malgré les questions soulevées au sujet du niveau de capacité nucléaire que certains d'entre eux ont effectivement atteint.

Je voudrais faire quelques brèves remarques sur les débats qui se déroulent au sein du Comité spécial des armes chimiques sous la direction avisée de l'ambassadeur Pierre Morel de la France. Le Nigéria ne possède pas d'armes chimiques et aucune arme de ce type appartenant à un autre Etat n'est stationnée sur son territoire.

Comme il a été déjà plusieurs fois souligné à juste titre à la Conférence du désarmement, la crédibilité de la convention dépendra largement de l'efficacité du régime de vérification qui sera finalement élaboré. Ce régime devrait donc assurer de façon très convaincante le respect des buts et des objectifs de la convention ou la détection des cas de non-respect. Un tel régime renforcera vraiment la convention.

Les multiples inspections expérimentales qui ont été effectuées jusqu'ici sont tout à fait essentielles pour l'élaboration du régime de vérification. Je tiens à bien marquer combien notre délégation apprécie la contribution fort louable de la délégation finlandaise, qui a mis au point certaines composantes fondamentales des activités d'inspection directement liées au régime de vérification de la convention en ce qui concerne l'appareillage, les modes opératoires standard et la base de données informatisée pour l'identification des produits chimiques figurant dans les tableaux. Nous notons avec satisfaction l'offre de cette délégation de former des chimistes aux méthodes d'analyse et à l'utilisation des appareils.

Ma délégation se félicite des discussions intenses que les experts de l'industrie ont eues sur la question de la confidentialité. Le besoin de garantir une vérification efficace en obtenant les renseignements appropriés de l'industrie a été confronté avec la requête de cette dernière visant à limiter sévèrement les informations susceptibles d'être demandées aux fins de vérification. Même si les experts étaient excessivement soucieux de garantir que les secrets industriels bénéficient d'une considération et d'une protection suffisantes et qu'il y ait également réparation en cas de violation, il est rassurant de constater qu'ils avaient également conscience de la nécessité de renforcer la convention.

(M. Azikiwe, Nigéria)

Cela m'amène à la question des sanctions, qui a fait l'objet d'une attention restreinte au cours de la session de printemps. Elle est cependant examinée actuellement de près par le Groupe de travail 2 du Comité spécial. Nous accueillons favorablement toute mesure pouvant renforcer la convention en cours d'élaboration. Prévoir des sanctions ou des pénalités en cas de violation de la convention est une des mesures auxquelles ma délégation attache beaucoup d'importance. La nature des sanctions ou des pénalités devrait être déterminée en fonction de la gravité de la violation. Des violations mineures devraient entraîner des sanctions automatiques et obligatoires, tandis que la Conférence des Etats parties d'abord, et le Conseil de sécurité de l'ONU ensuite, devraient promptement régler les cas de violation grave après avoir procédé à une rapide enquête. Une fois prise la décision de pénaliser une violation de la convention, les sanctions devraient être obligatoires, efficaces et entreprises collectivement par tous les Etats parties.

Il est tout aussi important que les sanctions puissent également s'appliquer aux Etats non parties à la convention qui violent cet instrument. En signant la convention, un Etat partie se dénierait le droit de fabriquer ou d'acquérir les armes qu'un Etat qui n'est pas partie à la convention peut fabriquer et même utiliser librement s'il n'existe pas une telle mesure de dissuasion. Les Etats parties seront donc défavorisés et se trouveront également à la merci des Etats non parties à la convention qui pourraient être tentés d'utiliser ces armes contre eux. L'action collective des Etats parties contre de telles violations de la convention dissuaderait les Etats non parties de violer cet instrument.

Je voudrais conclure par une brève remarque à propos de la Conférence de Canberra sur les armes chimiques qui va bientôt réunir des représentants des gouvernements et de l'industrie. La participation active d'experts aux travaux de la Conférence du désarmement s'est avérée très utile dans nos négociations. Il faut espérer que la réunion de Canberra permettra à l'industrie chimique de mesurer l'importance d'une convention sur les armes chimiques. Ma délégation se voit cependant contrainte d'insister pour que la réunion de Canberra ne serve pas à promouvoir la non-prolifération des armes chimiques, la réglementation des exportations de produits chimiques à destination des pays en développement et la restriction des transferts de technologie vers ces pays. Si tel était le cas, cela minerait les efforts entrepris par la Conférence du désarmement et mettrait en péril le travail réalisé jusqu'ici sur la convention.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Nigéria de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq, l'Ambassadeur Barzan Al-Tikriti.

M. BARZAN AL-TIKRITI (Iraq) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude au Président et au secrétariat de la Conférence du désarmement pour les efforts inlassables qu'ils consacrent à l'organisation de nos travaux afin de permettre à la Conférence d'atteindre ses objectifs. Le peuple iraquien partage les sentiments des autres peuples qui aspirent à un monde où règnent la paix et la sécurité. C'est là une condition essentielle

(M. Barzan Al-Tikriti, Iraq)

pour la liberté et la poursuite du progrès dans les domaines spirituel et matériel. L'Iraq fait partie de la nation arabe qui croit à la paix, au maintien de relations équitables entre les peuples et au respect du droit international, et qui cherche à ce que les valeurs de la charité, de la paix et de la justice prévalent dans le monde entier. Sans de telles relations entre les Etats, il ne saurait y avoir de paix durable et le processus de désarmement ne pourrait suivre son cours légitime, étant donné qu'une paix incertaine, susceptible d'être rompue, oblige les Etats à rester constamment sur leurs gardes pour protéger leur souveraineté et leur sécurité et exercer leur droit de légitime défense. Les relations internationales ont été récemment marquées par un relâchement de la tension, qui a permis à la communauté internationale de résoudre plusieurs problèmes et conflits régionaux et internationaux. Cependant, cette détente n'a pas eu jusqu'ici l'effet désiré sur les travaux de la Conférence du désarmement, qui est le seul organe multilatéral de négociation dans le domaine du désarmement. Comme vous le savez tous, le désarmement exige une coopération internationale réelle fondée sur la bonne foi en vue de parvenir à des principes universels concernant les questions fondamentales auxquelles fait face la communauté internationale, telles que la prévention de la guerre nucléaire, l'interdiction des essais, la prohibition totale des armes chimiques, la mise en oeuvre du désarmement et la cessation de la course aux armements. Le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires est d'une importance particulière dans certaines régions du monde, spécialement au Moyen-Orient où il ne fait aucun doute que sont apparues les armes nucléaires étant donné qu'Israël en a acquis. Israël possède également des armes chimiques et des missiles de longue portée. Cette situation exige que des mesures internationales appropriées et efficaces soient adoptées pour dénucléariser le Moyen-Orient, y renforcer la paix et la sécurité et y promouvoir l'équilibre des forces.

La délégation de la République d'Iraq appuie le projet de résolution du Pérou visant à prévenir toute attaque contre des installations nucléaires, car les effets ne s'en limiteraient pas au pays visé et auraient une portée considérable. L'humanité tout entière serait touchée. Nous rappellerons à cet égard l'agression commise en 1981 par Israël contre le réacteur nucléaire iraquien qui était destiné à des fins pacifiques et se trouvait placé sous contrôle international. L'occasion nous est donnée cette année de réaffirmer devant la Conférence le ferme engagement de l'Iraq à l'égard du Protocole de Genève de 1925, ainsi que son appui inébranlable aux efforts internationaux dans le domaine du désarmement. L'Iraq a été l'un des premiers Etats à accéder aux conventions et traités internationaux dans ce domaine.

J'aurais aimé achever mon allocution sur ces mots si ce n'était la déclaration inconsiderée qu'a prononcée ici la semaine dernière le Ministre iranien des affaires étrangères, déclaration dont la forme et le fond constituent une attaque injustifiée contre mon pays. Comme vous le savez, la Conférence du désarmement est le seul organe international créé pour engager des négociations sur le désarmement et élaborer des mesures efficaces en vue de juguler la course aux armements et de sauver l'humanité du spectre

(M. Barzan Al-Tikriti, Iraq)

d'une catastrophe totale que font planer les stocks d'armes nucléaires et autres moyens de destruction massive. La Conférence n'est pas chargée de trouver des solutions aux conflits régionaux; cette tâche incombe à d'autres organes. Cependant, les représentants du régime iranien ont l'habitude d'utiliser la Conférence à des fins de propagande, l'entraînant ainsi dans des questions qui ne sont pas de son ressort et lui retirant de sa crédibilité en tant qu'organe dans lequel l'humanité tout entière a placé ses espoirs de voir se réaliser des progrès importants dans le domaine du désarmement.

Les représentants du régime iranien savent bien que la Conférence n'a pas pour mandat de faire appliquer la résolution 598 du Conseil de sécurité et qu'elle n'est pas compétente pour intervenir dans les conflits régionaux ou chercher à les résoudre. Cependant, en soulevant ici la question de la guerre, ils tentent d'échapper à leurs responsabilités concernant la mise en oeuvre de la résolution 598 et de justifier leur manque d'empressement à respecter l'accord du 8 août 1988 au titre duquel les deux parties ont l'obligation d'engager des négociations directes sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies immédiatement après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, en vue de parvenir à une entente commune sur toutes les autres dispositions de la résolution 598, y compris les mesures et les calendriers appropriés.

Le Ministre iranien des affaires étrangères a feint la consternation devant l'absence de progrès dans l'application de la résolution 598, bien que ce soit lui qui ait refusé de procéder à des négociations directes en insistant sur une démarche sélective à l'égard de la mise en oeuvre de la résolution, ce qui, bien entendu, n'engage absolument en rien son Gouvernement. Si le Ministre iranien désire réellement la paix, on pourrait se demander à juste titre pourquoi il refuse de mener des négociations directes alors que son Gouvernement s'est engagé à le faire dans un document signé par le Secrétaire général. S'il croit véritablement au caractère contraignant de la résolution 598, aurait-il peut-être oublié que son pays a accepté cette résolution uniquement après l'effondrement de son front militaire, une année après son adoption par le Conseil de sécurité ? Le Ministre iranien a appelé notre attention sur la question du retrait et a trahi la lettre et l'esprit de la résolution en la considérant comme un premier pas vers un règlement global, bien que les dispositions détaillées du cessez-le-feu n'aient pas encore été convenues et ne figurent dans aucun document signé. Il existe également un engagement moral de respecter le cessez-le-feu, mais l'Iran persiste à refuser de reconnaître cet état de choses. Il refuse aussi l'échange de prisonniers malgré la cessation effective des hostilités, violant ainsi la Convention de Genève de 1941, et est resté sourd aux appels réitérés du Comité international de la Croix-Rouge.

Comme je l'ai déjà dit, la Conférence du désarmement n'est pas mandatée pour examiner les détails des négociations concernant l'application de la résolution 598, mais il est clair que le Ministre iranien a cherché à utiliser cette enceinte uniquement à des fins de propagande et dans une tentative désespérée de soulever la question des armes chimiques, de la manière trompeuse habituelle à l'Iran. Le Ministre semble oublier les efforts intenses de son Gouvernement pour acheter des armes, y compris des armes chimiques, par

(M. Barzan Al-Tikriti (Iraq))

tous les moyens légaux et illégaux; les scandales concernant la contrebande de substances chimiques dans lesquels a trempé le régime iranien continuent de défrayer la chronique des médias internationaux. Ainsi, dans le cas le plus récent, des substances sorties en fraude d'un pays européen ont été saisies dans un port du golfe Arabique. Le pays concerné a expulsé les diplomates iraniens impliqués dans cette opération de contrebande. A ce propos, je voudrais rappeler à tous que l'Iran a été condamné pour avoir utilisé des armes chimiques dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq, comme il ressort des rapports du Secrétaire général de l'ONU mentionnés par le Ministre iranien des affaires étrangères. Celui-ci a choisi des extraits servant ses propres fins de propagande et a passé sous silence tout ce qui condamnait son régime. Telles sont les méthodes bien connues de duperie et de fourberie qui sont devenues caractéristiques de l'attitude du régime iranien. Les lamentations du Ministre au sujet du sort des enfants est le comble de l'hypocrisie de la part d'un régime qui a utilisé des enfants comme détonateurs de mines humains, en considérant de telles activités comme des actes d'héroïsme.

L'Iraq a joué, comme chacun sait, un rôle constructif dans la Conférence de Paris et a coopéré de manière objective avec les autres délégations, mais le Ministre iranien des affaires étrangères s'est permis d'accuser tous les pays participants d'avoir succombé à un prétendu chantage de l'Iraq. Tout le monde sait comment le régime iranien exerce un chantage sur la communauté internationale au moyen du terrorisme et de la prise d'otages. Durant la guerre, l'Iraq a mis au défi l'Iran dans toutes les instances internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies, le Mouvement des non-alignés et la Conférence islamique, en proposant que les deux parties s'engagent sans réserve à respecter tous les traités et conventions internationaux ainsi que les règles du droit international. Le régime iranien a refusé de tels engagements. Dans le cadre de ces efforts, l'Iraq s'est déclaré tout à fait prêt à appliquer les dispositions du Protocole de Genève de 1925 à l'égard de tout pays qui respecterait pour sa part ledit Protocole ainsi que les dispositions de tous les traités, conventions et lois de caractère international. Enfin, l'aspect le plus frappant de la déclaration du Ministre iranien des affaires étrangères est qu'elle ne reflète ni la volonté politique de rechercher la paix, ni l'intention sincère d'y parvenir. Au moment même où des efforts sont entrepris en vue d'arriver à la paix, le Ministre devrait se rendre compte que tout le monde sait ce qui se passe sous le régime iranien. En conséquence, son Gouvernement devrait respecter la rationalité de l'heure, ainsi que les règles régissant les relations internationales et les normes d'un comportement civilisé, et abandonner sa politique de fourberie, de tromperie et de duplicité de manière à assurer la sécurité, la paix, la stabilité et le progrès de la région et de toutes ses populations. Le régime iranien ne fera autrement qu'attirer sur lui la ruine et la désolation.

Mme RAUTIO (Finlande) (traduit de l'anglais) : Nous avons demandé la parole aujourd'hui pour présenter le dernier "Livre bleu" finlandais intitulé "Standard Operating Procedures for the Verification of Chemical Disarmament, Second Proposal for Procedures Supporting the Reference Database" (Procédures opérationnelles standard pour la vérification du désarmement chimique, deuxième proposition relative aux procédures concernant la base de données de référence). Le premier chapitre de ce rapport a été présenté il y a environ deux semaines en tant que document de travail séparé sur l'appareillage nécessaire pour les laboratoires de vérification.

(Mme Rautio, Finlande)

Notre proposition concernant les modes opératoires standard, telle qu'elle figure dans le rapport, part du fait que la convention sur les armes chimiques comprendra des listes de produits et que les laboratoires devront être capables d'effectuer un contrôle fiable de ces produits à partir d'échantillons réels. Le choix des appareils d'analyse des laboratoires de vérification dépendra entièrement des produits chimiques inscrits sur les listes. Nos méthodes ont été élaborées pour le contrôle des composés figurant actuellement dans l'annexe sur les produits chimiques du projet de Convention. L'accent est mis pour le moment sur les produits du tableau [1], dont la plupart datent des deux guerres mondiales. Bien que nos techniques doivent être universellement applicables à un grand nombre de produits, des agents nouveaux pourraient exiger des techniques nouvelles.

L'annexe actuelle contient de grandes familles de composés. L'utilité des méthodes de vérification dépend du nombre de composés à contrôler et des données d'identification préenregistrées qui sont disponibles. Si les composés sont nombreux, il convient de les diviser en sous-groupes afin de pouvoir les vérifier à l'aide de méthodes spécifiques. On peut ajouter qu'il est beaucoup plus facile et plus rapide de contrôler des produits chimiques connus que de déterminer la structure de substances inconnues.

La définition générale d'un agent de guerre chimique - un produit chimique est un agent de guerre chimique s'il est utilisé à cette fin - sera utile pour veiller à ce qu'il ne soit pas possible de contourner la convention en prétendant qu'elle ne s'applique pas à un produit chimique non inscrit. Cette définition est légitimement valable dans les cas d'allégation d'emploi. Ces cas étant rares, on peut analyser les échantillons très soigneusement et de manière très approfondie même si les concentrations sont faibles. Pour ce qui est des produits chimiques se trouvant dans les arsenaux militaires, on peut disposer d'une quantité suffisamment abondante pour pouvoir effectuer rapidement une analyse complète. Mais la définition générale convient mal aux inspections de routine d'installations chimiques. L'analyse doit alors se fonder sur des composés dénommés dont il faut vérifier l'absence plutôt que la présence. Dans une usine fabriquant des composés organophosphorés, par exemple, il faudrait contrôler les échantillons prélevés durant les inspections sur place de routine afin de voir s'ils contiennent des organophosphorés inscrits. En l'absence de liste définie de composés interdits et de données d'identification préenregistrées, l'analyste aurait à identifier tous les composés contenant du phosphore - y compris les intermédiaires, sous-produits et impuretés - afin de déterminer s'ils appartiennent ou non aux familles figurant dans le tableau [1]. La base de données informatisée permet d'identifier un produit chimique dénommé en une fraction de seconde, même sur place. La détermination de la structure d'un produit non dénommé pourrait exiger des semaines de travail.

En conséquence, il convient de définir individuellement au moins les produits chimiques du tableau [1] afin que le laboratoire d'analyse puisse signer un rapport déclarant que les échantillons ne contiennent aucun produit chimique interdit. L'analyste doit donc savoir avec précision quels produits chimiques rechercher. Une autre possibilité consisterait à ce que l'industrie chimique déclare et justifie toute la production - y compris les matières premières, intermédiaires, sous-produits, impuretés, etc. Cette information

(Mme Rautio, Finlande)

devrait aussi figurer dans la base de données du laboratoire de vérification. Tout en permettant de déceler la production de composés organophosphorés non déclarés, je crains que cette méthode ne soit par trop intrusive et peu commode pour le Secrétariat technique. En outre, elle ne permettrait pas de déceler des agents nouveaux dont les caractéristiques structurales sont entièrement différentes de celles des composés figurant dans les tableaux, à moins que toute l'industrie chimique ne doive présenter des déclarations et des justifications.

L'une des tâches de la future Organisation devra consister à suivre la recherche chimique et à identifier les produits chimiques nouveaux qui devront être inclus dans les listes et dont la production devra être contrôlée. Afin de rendre plus facile l'application initiale de la convention, il conviendrait à l'avance d'élaborer le plus possible les méthodes d'analyse. Les compétences acquises faciliteraient également la mise au point et l'essai de méthodes d'analyse de nouveaux agents éventuels.

Afin d'assurer la confiance entre les Etats parties, les analyses de vérification devront être effectuées à l'aide de méthodes acceptées par l'Organisation. A notre avis, il faut pour cela mettre au point des modes opératoires standard ainsi qu'une base de données analytiques à laquelle puissent accéder tous les laboratoires participants. Tel est le but poursuivi depuis maintenant quinze ans dans le cadre du Projet de recherche finlandais.

Le présent rapport est une version révisée des modes opératoires standard pour les analyses de vérification qui ont été présentés l'an dernier dans le rapport D.1. L'accent est maintenant davantage mis sur le contrôle de la qualité. Les procédures d'essai proposées doivent permettre une répétabilité et une reproductibilité satisfaisantes des résultats dans les différents laboratoires, ce qui est nécessaire pour garantir la fiabilité des analyses. Il est essentiel que la qualité des analyses soit démontrée lorsque les résultats sont présentés devant un tribunal. La reproductibilité permet également d'accroître l'utilité d'une base de données analytiques en tant que base de référence.

Nous avons étudié pour ce rapport 40 agents de guerre chimique et leurs homologues. Toutes les données pertinentes, y compris les spectres, sont annexées au volume. A partir de maintenant, toutes les données nouvelles seront incluses dans la base de données VERIFY immédiatement après l'analyse des composés.

Les méthodes que nous décrivons sont élaborées séparément pour chaque technique de façon que chacune puisse exister de manière indépendante. La sélection ultérieure du matériel devrait varier suivant le laboratoire, et notre intention est de montrer ce que chaque technique peut permettre de réaliser.

La procédure d'analyse dans chaque laboratoire peut être choisie suivant la combinaison des techniques dont dispose le laboratoire, le type d'échantillon et la nature du travail à accomplir. Il pourra s'agir, durant des inspections de routine, d'identifier des composés connus. Dans le cas des inspections par mise en demeure, il faudra peut-être aussi déterminer la structure de composés inconnus.

(Mme Rautio, Finlande)

Nous espérons sincèrement que le travail fondamental que nous effectuons se révèlera utile pour la Commission préparatoire et le Secrétariat technique lorsqu'ils commenceront leur tâche ardue de mise au point des méthodes et des données de vérification durant les premières années après que la convention aura été ouverte à la signature. Dans l'intervalle, nous serons heureux si nos efforts permettent d'appuyer et de faciliter les négociations en cours à Genève ainsi que les activités du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant les enquêtes sur les allégations d'emploi d'armes chimiques.

Le PRESIDENT : Je remercie la représentante de la Finlande de sa déclaration. La liste des orateurs est épuisée et il n'y a pas d'autres représentants qui souhaiteraient prendre la parole à ce stade.

Le secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, un document officiel contenant le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Comme d'habitude, il ne s'agit là que d'une indication et le calendrier pourra être ajusté plus tard si besoin est, selon les exigences de nos travaux. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence accepte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais rappeler que la Conférence tiendra, immédiatement après la séance plénière de mardi prochain, une réunion officielle consacrée à l'examen de nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour prévenir une course aux armements sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol.

La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le mardi 18 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 15.